



Union Européenne



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES LIEES A L'IRRIGATION AGRICOLE

(Type d'opération O0432 du Programme de Développement
Rural Limousin 2014-2020)

**Volet «I.a, II.a Création et agrandissement de retenue pour
le stockage d'eau destinée à l'irrigation agricole»**

Version 1. diffusée le 06/04/2021

IMPORTANT

Le formulaire de demande d'aide (fichier word) ne doit en aucun cas être modifié par le bénéficiaire. Toutes modifications ou suppressions de paragraphes pourront entraîner l'irrecevabilité de la demande.

Veuillez lire attentivement la notice explicative du présent document.

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

Où faire parvenir votre dossier ?	Veuillez transmettre l'original au Guichet Unique Instructeur à savoir, la DDT du département du siège association, organisme, collectivité, société. Un scan de ce formulaire sera également adressé à eliane.brignard-pradel@nouvelle-aquitaine.fr
Contact en cas de besoin d'assistance	Votre DDT/DDTM, Guichet Unique Service Instructeur (GUSI)
Appel à projet : date limite de remise des dossiers de demande	15 juillet 2021

ATTENTION :

- Toute dépense effectuée avant la date de réception de cette demande d'aide ne pourra pas être financée, Les demandes déposées avant cet appel à projet doivent avoir fait l'objet d'un récépissé et contenir les éléments minimum relatif au projet.
- L'accusé de réception du dossier complet ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

Mél impératif: _____

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le service instructeur connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

Page 3 sur 31

- ☐ OUI
- ☐ NON

Vos éléments de réponses feront l'objet d'une analyse de l'Autorité de Gestion qui déterminera si vous êtes effectivement soumis au respect de la commande publique en tant qu'organisme qualifié de droit public (OQDP)

2- DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET (PARTIE A COMPLETER POUR TOUTES LES CATEGORIES DE PROJET):

Localisation de l'opération ou du projet : commune, lieu dit :

Période prévisionnelle de réalisation: du ____ / ____ / ____ au ____ / ____ / ____

CATEGORIE(S) D'INVESTISSEMENTS CONCERNEE(S) PAR VOTRE PROJET

Catégorie Ia	Création ou agrandissement de réserves de substitution et/ou de réalimentation pour le soutien d'étiage et réseau associé.	<input type="checkbox"/>
Catégorie IIa1	Création de réserves et réseau associé permettant d'augmenter les volumes prélevés hors période d'étiage	<input type="checkbox"/>
Catégorie IIa2	Agrandissement de réserves et réseau associé permettant d'augmenter les volumes prélevés hors période d'étiage	<input type="checkbox"/>

N.B. IL EST POSSIBLE QUE VOTRE PROJET RELEVE DE PLUSIEURS CATEGORIES NOTAMMENT DANS LE CAS DES PROJETS MIXTES (SUBSTITUTION + DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION PAR EXEMPLE)

Votre projet est-il situé dans une zone hors équilibre quantitatif (H.Z.E.) ? ☐ Oui ☐ Non

Nom de la masse d'eau concernée par le projet : _____

Nombre d'irrigants concernés par le projet : _____

Superficie totale irriguée concernée par le projet (pour les projets d'agrandissement ne donner que les chiffres correspondant au volume supplémentaire créé) : _____

Superficie irriguée concernée par le projet en agriculture biologique* : _____

Superficie irriguée concernée par le projet en certification environnementale HVE* : _____

Type de cultures irriguées par les volumes créés :

	superficie en ha
Arboriculture	
Maraichage sous serre et de plein champs	
PPAM	
Horticulture	
Petits fruits	
cultures protéiques (luzerne, oléo-protéagineux	
Cultures fourragères et céréalières (uniquement pour les exploitations ayant un élevage)	
*total	

*Les superficies indiquées sont les superficies minimales irriguées en première année de projet, et qui donneront lieu à vérification lors de la dernière demande de paiement, le non respect de ces valeurs minimales entraînant la déchéance totale de l'aide

DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OPERATION

Présentation générale de l'opération (localisation, description du projet, réseau existant, points et lieux de prélèvement, surfaces irriguées, cultures principales).

Objectifs recherchés et résultats escomptés (cible visée, impacts attendus, ...)

Votre projet fait-il l'objet d'une procédure loi sur l'eau ou autorisation unique IOTA ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de l'autorisation ou du récépissé : _____

Votre projet fait-il l'objet d'une procédure d'autorisation à la dérogation de destruction d'espèces protégées ou autorisation unique IOTA ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui date de l'autorisation : _____

Votre projet est-il dans le périmètre d'un SDAGE ? ☐ Oui ☐ Non ;

Préciser le nom du bassin du SDAGE : _____

Votre projet est-il dans le périmètre d'un SAGE ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui nom du SAGE : _____

Votre projet est-il inscrit dans le SAGE ? ☐ Oui ☐ Non

Votre projet est-il dans le périmètre d'un organisme unique de gestion collective de l'irrigation (O.U.G.C.) ? ☐

Oui ☐ Non

Si oui précisez le nom de l'O.U.G.C. : _____

Si autorisation ou déclaration loi sur l'eau non requise, l'avis de l'OUGC doit être sollicité :

Avis favorable de l'O.U.G.C : ☐ Oui ☐ Non

L'analyse environnementale (*à joindre au dossier*) associée à votre projet montre-t-elle qu'il n'y aura pas d'incidence négative importante sur l'environnement ? Oui ☐ Non ☐

Votre projet est-il déconnecté du milieu ? ☐ Oui ☐ Non

Votre système d'irrigation existant ou projeté est-il ou sera-t-il équipé d'un système de mesure des volumes prélevés conforme à la réglementation ? ☐ Oui ☐ Non

Préciser comment sont envisagés le pilotage et la gestion raisonnée des quantités d'eau apportées aux parcelles : au minimum bilan hydrique + réseau de tensiomètre pertinent

Critères permettant de juger de «l'amélioration globale et la durabilité de l'exploitation» : (A remplir uniquement si le demandeur de l'aide est une exploitation agricole)

Surface Agricole utile de l'exploitation : _____ ha ;

Orientation technico-économique principale (OTEX) de l'exploitation : _____ (voir liste annexe 3)

CRITERES ENVIRONNEMENTAUX :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution de la consommation en eau de l'exploitation	oui non		
2. la diminution de la consommation d'énergie	oui non		
3. un autre critère environnemental. Lequel :	oui non		

CRITERES ECONOMIQUES :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
4. la diversification de la production (diminuant le risque financier pour l'exploitation)	oui non		
5. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation	oui non		
6. un autre critère économique. Lequel :	oui non		

CRITERES SOCIAUX :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
7. projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, etc.).	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
8. projet lié à la participation à un projet collectif.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
9. autre cas de figure Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

2.2 PRESENTATION SPECIFIQUE PAR CATEGORIE DE PROJET (COMPLETER UNIQUEMENT LA PARTIE RELATIVE A VOTRE PROJET) :

Projet de catégorie Ia (Création ou agrandissement de réserve de substitution et/ou de réalimentation pour le soutien d'étiage et réseau associé) :

- En zone d'équilibre quantitatif ou hors zone d'équilibre :

Projet de retenue de soutien d'étiage :

Volume utile de la retenue en m³ : _____
Dans le cas d'un agrandissement, volume supplémentaire en m³ : _____
Volume destiné au soutien d'étiage en m³ : _____
Pourcentage du volume destiné au soutien d'étiage/au volume utile de la retenue : _____
Pourcentage du volume destiné au soutien d'étiage/au volume de l'agrandissement : _____
Précisez l'usage du reste du volume : _____

- En zone d'équilibre quantitatif ou Hors zone d'équilibre :

Projet de retenue de substitution :

L'agrandissement ou la création de la retenue a-t-il fait l'objet d'un projet de territoire : ☐ Oui ☒ Non
Volume utile de la retenue en m³ : _____
Dans le cas d'un agrandissement, volume supplémentaire en m³ : _____
Volume destiné à la substitution en m³ (A): _____
Volume maximum prélevé (en m³/an) sur une période de 15 ans à l'échelle du projet (B) : _____

Identification des prélèvements objets de la substitution

Nom de la masse d'eau	Nom de l'irrigant	Localisation (lieu-dit) du prélèvement

Rapport entre le volume substitué et le volume maximum prélevé sur 15 années à l'échelle du projet (A/B) : _____

Projets de catégories IIa1 ou IIa2 : (Création ou agrandissement de réserves et réseau associé permettant d'augmenter les volumes prélevés hors période d'étiage)

- En zone d'équilibre quantitatif :

Volume utile de la retenue en m³ : _____
Dans le cas d'un agrandissement, volume supplémentaire en m³ : _____

Surfaces irriguées supplémentaires en ha : _____
Le projet est-il associé à un réseau existant ? ☐ Oui ☐ Non

• **Hors zone d'équilibre quantitatif :**

Les projets de types IIa1 et IIa2 permettant d'augmenter les volumes prélevés hors période d'étiage ne sont éligibles que par redéploiement des surfaces non irriguées depuis 2010 à l'échelle du projet ou de la masse d'eau (si la donnée existe).

Le raisonnement doit se faire soit à l'échelle du projet, soit à l'échelle du bassin versant de la masse d'eau. A préciser ci-dessous :

Données à l'échelle du bassin versant de la masse d'eau : ☐

Données à l'échelle du projet : ☐

Préciser la source des données (RGA 2010, autres données) : _____

Cas où le projet est associé à un réseau existant : Possibilité d'augmenter les surfaces irriguées à partir du redéploiement des surfaces non irriguées depuis 2010 à l'échelle du projet ou de la masse d'eau (si la donnée existe) et/ou à partir de la moitié du volume d'eau économisé :

Estimation des surfaces à redéployer (à partir d'une année de référence depuis 2010) : Année de référence : _____

Surface maximum irriguée lors de cette année de référence (A) : _____

Prélèvement en m³/an de cette année de référence : _____ Surface irriguée en 2015 (B) : _____ Surface irriguée à partir du redéploiement (A-B au maximum) : _____

Estimation des surfaces à redéployer à partir des économies effectives :

Volume d'eau prélevé actuellement en m³/an : (moyenne des 5 dernières années) : _____ Rendement primaire du réseau avant investissement (facultatif) : _____

Rendement primaire effectif du réseau après investissement (facultatif) : _____

Economie d'eau totale liée aux investissements en % : _____ en volume : _____

Part en % des économies d'eau utilisée pour irriguer de nouvelles surfaces (maximum 50% des économies totales) : _____ en volume : _____

Surface nouvellement irriguée à partir des économies : _____

Surface totale nouvellement irriguée par le projet (part redéployée + part liée aux économies) : _____

Prélèvement en m³/an réalisé après projet : _____ (attention celui-ci doit être au minimum 5% inférieur au prélèvement de l'année de référence)

Cas où le réseau est inexistant : Possibilité d'irriguer de nouvelles surfaces **uniquement** par redéploiement des surfaces non irriguées depuis 2010 à l'échelle du projet ou de la masse d'eau si la donnée existe (pas d'augmentation nette possible)

Estimation des surfaces à redéployer dans le cadre du projet (à partir d'une année de référence depuis 2010) :

Année de référence : _____ Surface maximum irriguée lors de cette année de référence : _____

Prélèvement en m³/an de cette année de référence : _____ Surface irriguée en 2015 : _____

Surface irriguée à partir du redéploiement : _____

Prélèvement en m³/an réalisé après projet : _____ (attention celui-ci doit être au minimum 5% inférieur au prélèvement de l'année de référence)

3-PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

- **En cas de procédure de commande publique : fournir les pièces du marché permettant de justifier de la conformité du respect des règles relatives à la commande publique et du caractère raisonnable des coûts (cf. formulaire en p. 21):**
 - **Pour les marchés publics en-dessous du seuil de 40 000 € :**
Fournir 1 ou 2 devis (1 devis pour les projets en dessous de 2 000 € ; 2 devis pour les projets entre 2000 et 90 000 €) ainsi que toute pièce probante permettant de justifier la bonne utilisation des deniers publics (mail de demande de devis, preuve de l'absence de division artificielle du marché (non « saucissonnage) etc...
Le porteur de projet devra en tout état de cause garantir, même en-dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique : publicité de la demande, traitement égalitaire des prestataires et transparence de la sélection.
 - **Pour les marchés publics égalant ou dépassant le seuil de 40 000 € :** en fonction de l'avancée dans la procédure du marché, fournir les pièces du marché permettant de justifier de la conformité du marché ainsi que du caractère raisonnable des coûts pour les marchés au-delà de 40 000 € HT.
Pour l'instruction de la demande d'aide, le porteur de projet doit fournir l'étude avant-projet (ou études préalables aux travaux) ainsi qu'une délibération où apparaissent clairement le prix prévu pour la réalisation des travaux.

Les offres doivent mentionner le taux de TVA ainsi que les montants HT et TTC. Les offres doivent être précises, faire référence à un intitulé de matériel, travaux ou aménagements éligibles. La conformité de la procédure de passation du marché public sera vérifiée et toutes les pièces relatives à cette procédure à fournir.

En cas d'auto construction : les frais estimés de main d'œuvre ne sont pas éligibles, seuls les coûts de matériaux sont à reporter dans le tableau ci-dessous.

Se référer à la notice pour compléter le tableau ci-dessous :

- **Hors procédure de commande publique :**
Fournir : 1 devis pour les projets en dessous de 2 000 €
2 devis pour les projets entre 2000 et 90 000 €
3 devis pour les projets au-dessus de 90 000 €

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis, faire référence à un intitulé de matériel, travaux ou aménagements éligibles et provenir de fournisseurs différents.

LES DEPENSES PREVISIONNELLES (VOIR ANNEXE 2)

REPORTEZ LE TOTAL (A) +(B) DU MONTANT TOTAL DE DEPENSES PREVISIONNELLES LISTEES A L' ANNEXE 2

LES RESSOURCES PREVISIONNELLES

Les co-financements sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette éligible ?

☐ Oui ☐ Non

Commentez :

L'opération génère-t-elle des recettes ? ☐ Oui ☐ Non Si oui, veuillez à compléter la ligne 'recettes' dans le plan de financement.

Financeurs sollicités	Montant en €
Région Nouvelle-Aquitaine	,
Département	
Etat	,
Union européenne (FEADER)	,
Autre (précisez)	
Sous-total financeurs publics	,
Participation du secteur privé (précisez)	
Sous-total financeurs privés	,
Auto - financement	
TOTAL général = coût du projet	,
Recettes prévisionnelles générées par le projet *	,

LES AIDES OBTENUES AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES :

Financier	Type d'aide	Opération aidée	Montant de l'aide par année(€)			Total financier
			Année N-1	Année N-2	Année N-3	

Les aides obtenues l'ont-elles été au titre de *minimis* ?

Avez-vous déposé une demande d'aide dans le cadre de l'Appel à projet PCAE - Investissements en culture maraîchère, petits fruits et horticulture, Et/ou dans l'Appel à projet France AgriMer pour la mise en œuvre d'un programme d'aide aux investissements en exploitations pour la protection contre les aléas climatiques ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, assurez-vous de ne pas avoir intégré dans cette demande d'aide des investissements faisant déjà l'objet du projet déposé dans le ou les Appels à projet mentionnés ci-dessus.

Lors de l’instruction de la demande d’aide FEADER un comparatif systématique sera effectué par le service instructeur avec les demandes d’aide déposées dans les deux Appels à projets mentionnés ci-dessus, et les dépenses éventuellement en doublons seront écartées.

5- OBLIGATIONS GENERALES

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande** à bénéficier des aides en faveur d’investissement liées à des infrastructures liées à l’irrigation agricole

☐

J’atteste sur l’honneur :

- Ne pas avoir sollicité d’autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement
- Ne pas avoir sollicité d’autres crédits européens pour cette opération
- Ne pas faire l’objet d’une procédure liée à des difficultés économiques
- L’exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces-jointes
- Que l’opération/l’activité n’a pas débuté avant le dépôt du présent formulaire de demande de subvention auprès du Service Instructeur

L’inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l’aide.

☐ **Je m’engage**, sous réserve de l’attribution de l’aide :

- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire et suivre la réalisation de l’opération.
- à informer le service instructeur du début d’exécution effectif de l’opération,
- à informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- à ne pas solliciter à l’avenir, pour ce projet, d’autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- poursuivre l’activité de _____ pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l’aide,
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l’aide. Les équipements peuvent toutefois être renouvelés (sans aide publique), dès lors qu’ils répondent aux mêmes objectifs que ceux initialement financés,
- à respecter les obligations en matière de publicité européennes,
- à conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l’opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... ,
- à permettre/faciliter l’accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l’ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 ans à compter du paiement final de l’aide,
- à fournir à l’autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l’évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu’en cas d’irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d’intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

6- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

La fourniture la plus exhaustive possible des pièces vous garantira une mise en instruction rapide de votre dossier

Pour tous les bénéficiaires

- Dossier de demande de l'aide
 - Document attestant la capacité du représentant légal avec Délégation éventuelle de signature
- Ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) pour les exploitants individuels
- Devis estimatifs détaillés des investissements (nombre en fonction du montant, voir notice)
 - Accord de principe pour un emprunt
 - Attestation de propriété de la parcelle où se situe le projet ou preuve de la jouissance si le demandeur n'est pas propriétaire du terrain
 - Document attestant de l'engagement de chaque financeur public : copies demandes de cofinancement ; copies des conventions et/ou arrêtés attributifs
 - RIB

Entreprises

- Extrait Kbis de moins de 3 mois ou inscription au registre ou répertoire concerné

Associations

- Statuts
- Copie publication JO ou récépissé de déclaration en préfecture
- Liste des membres du CA et des structures qu'ils représentent
- Dernier bilan financier et compte-rendu approuvés

Etablissement public


- Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel

Exploitation agricole

- Attestation de régularité sociale pour les exploitations agricoles

Documents spécifiques

Liste des pièces/documents à joindre	Catégories des projets concernées	
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé (y compris annexe 1 sur la commande publique)	Toutes	<input type="checkbox"/>
Ensemble des pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, étude technique financière ou offre technique financière...) voir notice	Toutes	<input type="checkbox"/>
Etudes réglementaires, étude/notice d'impact ou d'incidence	Toutes	<input type="checkbox"/>
Avis du service police de l'eau de la DDT/DDTM sur analyse environnementale (si procédure loi sur l'eau non requise)	Toutes	<input type="checkbox"/>
Avis O.U.G.C si procédure loi non requise par le projet	Toutes	<input type="checkbox"/>
Analyse environnementale montrant que l'investissement n'aura pas d'incidence négative importante sur l'environnement	toutes	<input type="checkbox"/>
Etude préalable démontrant les économies d'eau générées par le projet (au regard des 5 dernières années)	si le projet l'exige	<input type="checkbox"/>
Autorisation ou déclaration administrative loi sur l'eau et/ou autorisation à la dérogation de destruction des espèces protégées ou autorisation unique IOTA	si le projet l'exige	<input type="checkbox"/>
Permis d'aménager	si le projet l'exige	<input type="checkbox"/>
Engagement à intégrer la présence d'un système de mesure de consommation d'eau et détail du coût de ces équipements	toutes	<input type="checkbox"/>
Description du projet de pilotage et gestion raisonnée des quantités d'eau apportées aux parcelles	Pour les surfaces nouvellement irriguées	<input type="checkbox"/>
Attestation d'engagement en agriculture biologique ou certification environnementale des surfaces concernées par le projet	Toutes	<input type="checkbox"/>
Carte de localisation des parcelles irriguées dans le cadre du projet	Toutes	<input type="checkbox"/>

 **Tous dossier non complet à la date limite de dépôt du dossier (15 juillet 2021) ne sera pas instruit, veuillez à ce que la description du projet permette bien de vérifier tous les points demandés**

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.



Union Européenne



RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*

Annexe 1 : Formulaire du respect de la commande publique

Attention ; ce formulaire doit être rempli par le porteur de projet lorsque la demande d'aide FEADER est présentée par :

- l'Etat et ses établissements publics, autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial ;
- les collectivités territoriales et les établissements publics locaux ;
- un organisme de droit privé mandataire d'un organisme soumis au code des marchés publics ;
- les maîtres d'ouvrage publics et privés dont la majorité des ressources proviennent des fonds publics ;
- un organisme de droit privé soumis à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou bien au Code de la commande publique en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019

En cas de difficultés, le SI peut vous aider à remplir ce document.

V1.3 du 08 février 2021

Evolution entre les différentes versions :

V1.0 du 7 mars 2018 : version originale

V1.1 du 12 décembre 2019 : ajout de la référence au code de la commande publique en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019, mis à jour des seuils

V 1.2 du 20/08/2020 :

- ajout de modifications relatives au code de la commande publique en vigueur depuis le décret n°2019-1344 du 12 décembre 2019, mis à jour des seuils, 25 000 -> 40 000 HT.

- ajout de modifications relatives au code de la commande publique en vigueur depuis le décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 modifiant le seuil de transmission au contrôle de légalité des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Mis à jour des seuils, 209 000 -> 214 000 HT

-ajout des modifications relatives au code de la commande publique en vigueur depuis le décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique ajoutant la passation de marché public y compris un marché public de défense ou de sécurité,

négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables portant sur des travaux, fournitures ou services innovants répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.

- ajout des modifications relatives au décret n°2020-893 du 22 juillet 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires pour les produits livrés avant le 10/12/2020, et le relèvement temporaire du seuil des marchés de travaux sans publicité ni mise en concurrence pour répondre à des besoins dont la valeur est inférieure à 70 000 HT jusqu'au 10/07/2021, 40 000 -> 70 000 HT

- ajout des modifications relatives à la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) du 07 décembre 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés de travaux en deçà duquel aucune procédure formalisée de publicité et de mise en concurrence n'est imposée pour les marchés de travaux jusqu'au 31 décembre 2022, 40 000 -> 100 000 HT

N° de SIRET : _____

Nom du bénéficiaire physique ou raison sociale : _____

Libellé de l'opération : _____

Intitulé du marché : _____

Objet du marché : _____

Date de notification _____

N° du marché (dans le cas où votre opération comporte plusieurs marchés) : _____

A remplir par le porteur de projet

Si votre opération comporte plusieurs marchés, ou plusieurs lots, il est nécessaire de réaliser un rapport d'instruction par marché afin d'assurer une analyse claire, exhaustive et traçable.

1. Confirmation du respect des règles de la Commande publique à remplir, dater et signer par le porteur de projet
2. Pièces du (des) marché (s) public (s) à joindre¹ à votre dossier pour la réalisation de votre projet faisant l'objet d'une demande d'aide
 - 2.1 Les pièces relatives à la publicité du (des) marché(s) public(s)
 - 2.2 Les pièces à fournir pour la vérification du (des) marché(s) public(s)

¹ Le cas échéant, en fonction de l'avancée dans la procédure du marché

1. Confirmation du respect des règles de la Commande publique à remplir, dater et signer par le porteur de projet

N° de dossier Osiris : _____

Cadre à remplir par l'administration

Le bénéficiaire est informé que la date de commencement du marché public, soit sa date de notification, constitue un commencement d'exécution de l'opération FEADER et qu'à ce titre, la date de commencement du marché public doit être postérieure à la date de début d'éligibilité de l'opération FEADER, telle que définie dans la notice explicative du dispositif. A défaut l'opération FEADER pourra être considérée comme inéligible.

Confirmation du respect de la commande publique

Je, soussigné, (NOM, PRÉNOM, QUALITÉ),

.....
.....
.....

M'engage à respecter les règles de passation des marchés publics pour l'opération(nom de l'opération), au titre de laquelle je demande une aide FEADER. Ce ou ces marchés publics sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Objet du marché	
Montant du marché (€)
Procédure	<input type="checkbox"/> Dispense <input type="checkbox"/> Adaptée <input type="checkbox"/> Formalisée
Type de marché	<input type="checkbox"/> Travaux <input type="checkbox"/> Fournitures
	<input type="checkbox"/> Accord-cadre <input type="checkbox"/> Marché à bons de commande <input type="checkbox"/> Marché à tranches conditionnelles <input type="checkbox"/> Autres
Publicité	<input type="checkbox"/> BOAMP <input type="checkbox"/> JAL <input type="checkbox"/> profil acheteur <input type="checkbox"/> JOUE <input type="checkbox"/> Autres

Vous trouverez au point 2 les pièces du marché public à fournir au service instructeur pour l'instruction de votre demande d'aide

☐ Je certifie sur l'honneur ne pas être soumis aux règles de la commande publique pour l'opération au titre de laquelle j'ai demandé une aide FEADER.

Motif :

Fait à _____, le

Signature du représentant légal de la structure¹

¹ Si l'opération FEADER est concernée par plusieurs marchés, tous ces marchés devront être décrits en rajoutant autant de tableaux.

2. Pièces du (des) marché (s) public (s) à joindre à votre dossier pour la réalisation de votre projet faisant l'objet d'une demande d'aide

Vous trouverez ci-dessous un rappel des seuils des marchés publics afin de savoir quelles sont les pièces à transmettre au service instructeur

	A compter du 1 ^{er} janvier 2014	A compter du 1 ^{er} janvier 2016	A compter du 1 ^{er} janvier 2018	A compter du 1 ^{er} janvier 2020
Marchés de fournitures et de services de l'État	134 000 € HT	135 000 € HT	144 000 € HT	139 000 € HT
Marchés de fournitures et de services des collectivités territoriales ;	207 000 € HT	209 000 € HT	221 000 € HT	214 000 € HT
Marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité	414 000 € HT	418 000 € HT	443 000 € HT	428 000 € HT
Marchés de travaux	5 186 000 € HT	5 225 000 € HT	5 548 000 € HT	5 350 000 € HT

La réglementation relative à la commande publique établit le seuil de dispense de procédure à :

- < 25 000 € HT jusqu'au 31/12/2019
- < 40 000* € HT à compter du 01/01/2020 ;
- < 70 000** € HT (du 22/07/2020 jusqu'au 10/2021)* pour les marchés répondant aux conditions du décret 2020-893 du 22 juillet 2020 ;
- < 100 000** € HT à compter du 25 décembre 2018 pour les marchés répondant aux conditions du décret 2018-1225, pour les marchés portant sur des travaux, fournitures ou services innovants.
- < 100 000*** € HT pour les produits livrés avant le 10/12/2020 pour les marchés portant sur les fournitures de denrée alimentaires produites, transformées et stockées avant la date de cessation de l'état d'urgence
- < 100 000**** € HT pour les marchés de travaux répondant aux conditions de la loi ASAP du 07 décembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2022

tout en garantissant, en-dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique : **publicité de la demande, traitement égalitaire des prestataires et transparence de la sélection.**

Si votre marché n'est pas lancé au moment du dépôt de la demande d'aide, vous aurez jusqu'à la première demande de paiement pour transmettre ses pièces.

Attention :

Tous les marchés au-dessus de 214 000 € HT font l'objet d'une transmission au contrôle de légalité en Préfecture.

Si vous êtes concernés :

☐ Transmission au contrôle de légalité

**En vertu du décret n°2019-1344 du 12 décembre 2019 portant relèvement du seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics à 40 000 euros hors taxes.*

Mise à jour des seuils, de < 25 000 € HT à > 40 000 € HT.

***En vertu du décret n°2020-893 du 22 juillet 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 70 000 € HT en lieu et place des 40 000 € HT jusqu'au 10 juillet 2021 inclus.*

Ces dispositions sont applicables aux lots qui portent sur des travaux et dont le montant est inférieur à 70 000 euros HT, à condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Pour les produits livrés avant le 10 décembre 2020, les acheteurs peuvent conclure sans publicité ni mise en concurrence préalables un marché répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros HT portant sur la fourniture de denrées alimentaires produites, transformées et stockées avant la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée.

**** A titre expérimental, pour une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du décret, les acheteurs soumis à l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée peuvent passer un marché public, y compris un marché public de défense ou de sécurité, négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables portant sur des travaux, fournitures ou services innovants, définis au 2° du II de l'article 25 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 susvisé ou à l'article 81 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 susvisé, et répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.*

***** En vertu de la loi ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalable pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT en lieu et place des 40 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.*

2.1 Les pièces relatives à la publicité du (des) marché(s) public(s)

Cocher le type de marché concerné	Montant hors taxes en euros	Pièces du marché

<input type="checkbox"/>	PROCEDURE ADAPTEE PROPRE AUX POUVOIRS ADJUDICATEURS Pour les marchés <ul style="list-style-type: none">➤ < 25 000 € HT jusqu'au 31/12/2019➤ < 40 000* € HT à compter du 01/01/2020 ;➤ < 70 000** € HT (du 22/07/2020 jusqu'au 10/2021) ** pour les marchés répondant aux conditions du décret n°2020-893 du 22 juillet 2020 ;➤ < 100 000**** € HT (du 08/12/2020 au 31/12/2022) pour les marchés de travaux➤ < 100 000** € HT pour les marchés portant sur les denrées alimentaires dont les produits sont livrés avant le 10/12/2020➤ < 100 000*** € HT pour les marchés portant sur des travaux, fournitures ou services innovants	<input type="checkbox"/> Toute pièce probante pour la bonne utilisation des deniers publics	
<input type="checkbox"/>	PROCEDURE ADAPTEE Concerne : les Marchés de services et fournitures Et les Marchés de travaux	< 90 000 € HT	Modalités de publicité : <input type="checkbox"/> Presse écrite <input type="checkbox"/> Affichage <input type="checkbox"/> Profil acheteur <input type="checkbox"/> Lettres de consultation Traçabilité procédure : <input type="checkbox"/> Analyse des propositions <input type="checkbox"/> Prise de décision <input type="checkbox"/> Profil acheteur
		> 90 000 € HT	Mise en concurrence dont publicité adaptée obligatoire : <input type="checkbox"/> BOAMP date :..... <input type="checkbox"/> Journaux Annonces Locales (nom....., date.....) <input type="checkbox"/> ou autre publicité : Traçabilité procédure : <input type="checkbox"/> Analyse des propositions <input type="checkbox"/> Prise de décision
<input type="checkbox"/>	PROCEDURE ADAPTEE Concerne : les Marchés de services innovants, de travaux innovants et fournitures innovants, les marchés pour les denrées alimentaires dont les produits sont	> 100 000 € HT	Modalité de publication : Déclaration auprès de l'observatoire économique de la commande publique : date : Traçabilité procédure : <input type="checkbox"/> Analyse des propositions <input type="checkbox"/> Prise de décision <input type="checkbox"/> Profil acheteur

	livrés avant le 10/12/2020		
--	-------------------------------	--	--

2.2 Les pièces à fournir pour la vérification du (des) marché(s) public(s)

Cocher le type de marché concerné	Montant hors taxes en euros	Pièces du marché
<input type="checkbox"/>	<p>PROCEDURE ADAPTEE PROPRE AUX POUVOIRS ADJUDICATEURS</p> <p>Pour les marchés</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ < 25 000 € HT jusqu'au 31/12/2019 ➤ < 40 000* € HT à compter du 01/01/2020 ; ➤ <70 000** € HT (du 22/07/2020 jusqu'au 10/2021)* pour les marchés répondant aux conditions du décret n°2020-893 du 22 juillet 2020 ; ➤ < 100 000**** € HT (du 08/12/2020 au 31/12/2022) pour les marchés de travaux ➤ < 100 000** € HT pour les marchés portant sur les denrées alimentaires dont les produits sont livrés avant le 10/12/2020 ➤ < 100 000*** € HT pour les marchés portant sur des travaux, fournitures ou services innovants 	<input type="checkbox"/> Mail <input type="checkbox"/> 2 devis (ATTENTION obligation FEADER*) <input type="checkbox"/> Courrier <input type="checkbox"/> Autre (préciser)
<input type="checkbox"/>	<p>PROCEDURE ADAPTEE</p> <p>Concerne : les Marchés de services et fournitures et les marchés de travaux</p>	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="flex: 1; text-align: center;"> <p>< 90 000 € HT</p> </div> <div style="flex: 2;"> <input type="checkbox"/> Délibération de réservation de crédits <input type="checkbox"/> Cahier des charges <input type="checkbox"/> Règlement de la consultation <input type="checkbox"/> CCAP, <input type="checkbox"/> CCTP <input type="checkbox"/> CCP (CCTP + CCAP) <input type="checkbox"/> Document de justification du non allotissement <input type="checkbox"/> Document d'analyse (rapport, devis, tableaux d'analyse, grille...) <input type="checkbox"/> Notification de décision et information par écrit du rejet des offres <input type="checkbox"/> Procédure contradictoire en cas d'offre anormalement basse <input type="checkbox"/> Déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêt du pouvoir adjudicateur <input type="checkbox"/> Avis d'attribution (notification) envoi avec AR <input type="checkbox"/> Acte d'engagement signé par les 2 parties <input type="checkbox"/> Bon de commandes <input type="checkbox"/> Règlement interne de la structure (si procédure spécifique) <input type="checkbox"/> Si avenant (motivations) <input type="checkbox"/> Date de notification : Si plus-value, montant : Et si plus-value > à 5 % date de la CAO : </div> </div> <div style="margin-top: 10px;"> <input type="checkbox"/> Délibération de réservation de crédits <input type="checkbox"/> Cahier des charges <input type="checkbox"/> Règlement de la consultation </div>

		> 90 000 € HT et au seuil obligatoire	<input type="checkbox"/> CCAP, <input type="checkbox"/> CCTP <input type="checkbox"/> CCP (CCTP+CCAP) <input type="checkbox"/> Document de justification du non allotissement <input type="checkbox"/> Document d'analyse (rapport, devis, tableaux d'analyse, grille...) <input type="checkbox"/> Notification de décision et information par écrit du rejet des offres <input type="checkbox"/> Procédure contradictoire en cas d'offre anormalement basse <input type="checkbox"/> Déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêt du pouvoir adjudicateur <input type="checkbox"/> Avis d'attribution (notification) envoi avec AR <input type="checkbox"/> Acte d'engagement signé par les 2 parties <input type="checkbox"/> Bon de commandes <input type="checkbox"/> Règlement interne de la structure (si procédure spécifique) <input type="checkbox"/> Si avenant (motivations) <input type="checkbox"/> Date de notification : Si plus-value, montant : Et si plus-value > à 5 % date de la CAO :
<input type="checkbox"/>	PROCEDURE ADAPTEE Concerne : les Marchés de services innovants, de travaux innovants et fournitures innovants, <i>les marchés portant sur les denrées alimentaires dont les produits sont livrés avant le 10/12/2020</i>	> 100 000 € HT	<input type="checkbox"/> Délibération de réservation de crédits <input type="checkbox"/> Cahier des charges <input type="checkbox"/> Règlement de la consultation <input type="checkbox"/> CCAP, <input type="checkbox"/> CCTP <input type="checkbox"/> CCP (CCTP+CCAP) <input type="checkbox"/> Document de justification du non allotissement <input type="checkbox"/> Document d'analyse (rapport, devis, tableaux d'analyse, grille...) <input type="checkbox"/> Notification de décision et information par écrit du rejet des offres <input type="checkbox"/> Procédure contradictoire en cas d'offre anormalement basse <input type="checkbox"/> Déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêt du pouvoir adjudicateur <input type="checkbox"/> Avis d'attribution (notification) envoi avec AR <input type="checkbox"/> Acte d'engagement signé par les 2 parties <input type="checkbox"/> Bon de commandes <input type="checkbox"/> Règlement interne de la structure (si procédure spécifique) <input type="checkbox"/> Si avenant (motivations) <input type="checkbox"/> Date de notification : Si plus-value, montant : Et si plus-value > à 5 % date de la CAO :

<input type="checkbox"/>	PROCEDURE FORMALISEE Concerne : les Marchés de services et fournitures, et les marchés de travaux	Marchés de services et fournitures, et	<input type="checkbox"/> Délibération de réservation de crédits <input type="checkbox"/> Cahier des charges <input type="checkbox"/> Règlement de la consultation <input type="checkbox"/> CCAP, <input type="checkbox"/> CCTP <input type="checkbox"/> CCP (CCAP+CCTP) <input type="checkbox"/> Décision de la CAO ou de l'avis d'attribution (PV) <input type="checkbox"/> Document de justification du non allotissement <input type="checkbox"/> Rapport d'analyse (rapport, tableaux et grille d'analyse... <input type="checkbox"/> PV commission d'appel d'offres <input type="checkbox"/> Notification de décision et information par écrit du rejet des offres <input type="checkbox"/> Procédure contradictoire en cas d'offre anormalement basse <input type="checkbox"/> Rapport de présentation <input type="checkbox"/> Bon de commande <input type="checkbox"/> Déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêt du pouvoir adjudicateur <input type="checkbox"/> Avis d'attribution publié <input type="checkbox"/> Avis d'attribution (notification) envoi avec AR <input type="checkbox"/> Acte d'engagement signé par les 2 parties <input type="checkbox"/> Règlement interne de la structure (si procédure spécifique) <input type="checkbox"/> Si avenant (motivations) date de notification : Si plus-value, montant : Et si plus-value > à 5 % date de la CAO :
		marchés de travaux	

****En vertu du décret n°2019-1344 du 12 décembre 2019 portant relèvement du seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics à 40 000 euros hors taxes.***

Mise à jour des seuils, de 25 000 HT à 40 000 HT.

*****En vertu du décret n°2020-893 du 22 juillet 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 70 000 € HT en lieu et place des 40 000 € HT jusqu'au 10 juillet 2021 inclus.***

Ces dispositions sont applicables aux lots qui portent sur des travaux et dont le montant est inférieur à 70 000 euros hors taxes, à condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Pour les produits livrés avant le 10 décembre 2020, les acheteurs peuvent conclure sans publicité ni mise en concurrence préalables un marché répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes portant sur la fourniture de denrées alimentaires produites, transformées et stockées avant la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée.

****** A titre expérimental, pour une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, les acheteurs soumis à l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée peuvent passer un marché public, y compris un marché public de défense ou de sécurité, négocié sans publicité ni mise en concurrence***

préalables portant sur des travaux, fournitures ou services innovants, définis au 2° du II de l'article 25 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 susvisé ou à l'article 81 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 susvisé, et répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.

******* En vertu de la loi ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalable pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT en lieu et place des 40 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.***

Annexe 2**Dépenses prévisionnelles sur devis : Prestations externes**

N°	Description dépense	Dénomination fournisseur	Identifiant justificatif	Poste (1) :	Montant présenté HT
	Total des dépenses prévues (a)				

(1) Les postes sont à affecter obligatoirement aux rubriques : assistance MO, maîtrise d'œuvre, réseau sous pression, station de pompage, terrassement étanchéité, système d'alimentation, organe de sécurité